

Question : la croissance et la consommation. Jusqu'où ? Pour qui et pourquoi ?

La croissance que nos sociétés occidentales ont connue depuis plus d'un siècle nous a apporté le confort, la hausse du niveau d'éducation, l'allongement de la durée de vie, la baisse de la mortalité infantile... Cette croissance s'est accompagnée d'une hausse de la consommation, l'un soutenant l'autre dans une spirale qui doit nous amener à nous interroger sur les buts que nous poursuivons dans cette quête à la croissance et ses conséquences.

Après un constat sur les conséquences de nos choix en termes de modèles de développement, nous étudierons des modèles alternatifs nous permettant d'apporter, si ce n'est une réponse, quelques pistes de progrès.

Le constat de notre situation actuelle est préoccupant :

- Des pays riches qui sur consomment, détruisent les ressources de la planète et vivent un très fort déséquilibre social en leur sein.
- Des pays émergents qui commencent à consommer et visent le même modèle de développement que les pays occidentaux.
- Des pays du tiers-monde qui sont exclus du système économique, vivent dans le plus grand dénuement et sont pénalisés par des flux migratoires qui les privent de leurs forces vives. De plus ces pays deviennent les « poubelles » des pays riches.
- Les ressources non renouvelables tels que les hydrocarbures vont manquer et devenir de plus en plus chères.
- Nos systèmes de production émettent de plus en plus de déchets dans l'atmosphère,

Ainsi le modèle de développement libéral touche aujourd'hui ses limites par la pollution, la limitation des ressources disponibles... Il n'est plus viable d'avoir 20 % de la population qui consomme 86 % des ressources et une politique au coup par coup, sans vision stratégique globale. Aussi nous concevons aisément qu'il ne peut y avoir de développement infini dans un monde fini.

La mondialisation est basée uniquement sur des concepts économiques qui, à part le consommateur et le producteur, font peu de cas de l'être humain. Dans ce modèle, la croissance est présentée comme un impératif incontournable. Mais où sont donc passés la quête du bonheur, la recherche d'une société juste et équitable ? Il convient en tant que Francs-Maçons et Francs Maçonnes, de retrouver la dimension philosophique inhérente à la croissance et à la consommation telles qu'elles sont conçues, vécues et pratiquées par les individus dans l'ensemble de l'humanité.

Cette synthèse propose dans un premier temps de définir les différents termes associés à la croissance et intervenant dans la question, avant d'énoncer quelques unes des conséquences de la croissance, pour enfin fournir quelques pistes de solutions.

Définitions

La croissance se définit comme l'augmentation durable de la quantité de richesse produite par une économie. L'indicateur permettant de la mesurer est le Produit Intérieur Brut -PIB- Le taux de croissance est par conséquent le taux de variation du PIB. Nous vivons dans une société dite de consommation. Comme c'est le cas dans tous les pays riches, notre modèle économique pousse l'individu à consommer toujours plus. La consommation est alors intimement liée à la croissance ; elle en est son moteur.

La notion de décroissance peut se définir comme étant une modération de notre mode de vie, par une réflexion sur les besoins de base et par l'arrêt d'une surconsommation absurde et destructrice.

Le développement durable est, selon la Commission des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement, « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs. ». Il prend en compte d'une part les besoins essentiels des plus démunis, et d'autre part les limitations de la capacité de l'environnement à répondre à nos besoins. L'idée est de travailler sur le concept de besoins et de limites à travers l'étude de quatre pôles interdépendants : l'économie, l'environnement, le social et l'éthique, la recherche.

Croissance et conséquences

Dans les pays développés nous produisons et consommons plus que nécessaire. Nos moyens de production ont atteint une telle performance que leur rôle de subsistance a laissé place à celui de consommation, remplaçant la nécessité par le plaisir et l'envie.

Les récents modèles économiques se sont emparés des moyens de production en en détournant le rôle positif, émancipateur, et en les mettant au service de la croissance, écartant ainsi l'humain du centre des préoccupations, lui substituant le profit financier. Dans le contexte économique qu'est le nôtre, la croissance produit d'importantes inégalités, d'une part au sein des pays riches, et d'autre part entre pays riches et pays économiquement défavorisés.

L'écart de plus en plus grand sera un jour vécu comme insupportable pour celles et ceux laissés en marge de la croissance. « Comment refuser aux autres ce confort que nous avons exhibé devant leurs yeux ébahis ? ». Cette remarque du sociologue Alain Gras rappelle que la Chine, l'Inde, la Russie ainsi que les pays du Sud aspirent à atteindre notre niveau de vie, en utilisant les mêmes modèles économiques ; et si l'on sait qu'un chinois en l'an 2000 dépensait 8 fois moins d'énergie qu'un américain, on peut imaginer le désastre à venir.

Fort heureusement, la prise de conscience des dangers liés à la croissance sans limite et à son corollaire, la consommation, gagne du terrain. Mais si la nécessité de réagir fait consensus, les méthodes proposées ne font pas l'unanimité. Cela tient principalement à deux raisons. D'une part, ces solutions sont envisagées dans le cadre économique qu'elles sont censées corriger et trouvent donc de fortes limites à leur application. D'autre part, la notion d'intérêt général nécessaire à la mise en œuvre de ces solutions s'est érodée au profit de l'individualisme, qui nourrit et se nourrit du consumérisme. Les obstacles surgissent dès que l'application de mesures tendant à défendre l'intérêt général exige la remise en cause de l'intérêt individuel.

De plus dans toutes les zones du monde, dans le système économique libéral actuellement en vigueur partout, toutes les tentatives de stopper la croissance ou de l'inverser sont sources de chômage de masse, de précarité et seraient responsables de coûts économiques et sociaux exorbitants presque impossible à faire démocratiquement accepter.

Face à ce constat, le monde politique est dangereusement absent. Les réponses qui sont apportées sont toujours techniques et insuffisantes. Les choix politiques que doit prendre la planète (la problématique est bien planétaire) ne peuvent être pris avec courage et détermination par des élus uniquement préoccupés de la politique intérieure de leur Etat, seul gage de leur réélection. Les conditions pour susciter une décroissance volontaire des pays riches au profit d'une croissance souhaitable des pays en développement reste largement du domaine de l'Utopie.

Le développement durable semble présenter d'intéressantes perspectives dans le sens où il préserve l'avenir tout en répondant aux besoins du présent. Il intègre la solidarité avec les pays les plus défavorisés ainsi qu'avec les générations à venir. Cependant, la notion de développement durable est encore largement théorique et nécessite d'être correctement redéfinie et intégrée dans tous les processus de l'activité humaine.

Quelques pistes de solutions

Réaffirmons que la croissance est indispensable à la cohésion de nos sociétés. Cependant, elle ne doit pas être réduite à un rôle unique de consommation, mais produire surtout du progrès social. Elle doit être un moteur du bien-être de l'humanité. Ce n'est pas la croissance qui est mauvaise mais sa mise en œuvre. Pour recentrer la croissance sur l'humain, il nous paraît indispensable de procéder à de profondes modifications mentales et culturelles afin que l'individu soit responsable dans son rapport à autrui et à son environnement.

La croissance est portée par la consommation. Ce besoin de consommation a été développé et porté par un marketing inventif et intrusif : on crée des biens innovants, puis on suscite ensuite le désir et le besoin. C'est la tyrannie des marques et le conditionnement des adultes et aussi des enfants dès leur plus jeune âge par la publicité omniprésente. Cela conduit à une surconsommation qui amène trop souvent le surendettement, une des plaies de nos sociétés occidentales.

Mais il nous faut reconnaître que l'Homme et la Femme modernes se complaisent et se reconnaissent dans ce monde de consommation : c'est le pouvoir de l'argent et l'esprit de possession qui sont présentés comme nécessaires pour exister.

Pourtant aucune solution ne pourra être efficace si l'individu n'est pas convaincu des bienfaits d'une croissance durable. Il faut par conséquent multiplier les initiatives rattachées au développement durable et

mettant à contribution l'individu -Tri des déchets, covoiturage, usage des transports en commun, achat de produits du commerce équitable, ...- Ces initiatives doivent bien entendu être fortement promues par des campagnes d'information, ainsi que faire partie intégrante du cursus scolaire dès l'école primaire.

Cependant l'action au niveau de l'individu ne peut se suffire à elle-même. Elle doit être accompagnée au niveau national et international par des mesures tendant à promouvoir la fraternité et la solidarité, en modifiant par exemple les indicateurs d'évaluation de la croissance. La richesse ne doit pas être décrite exclusivement par le PIB, mais doit tenir compte de l'entraide, de la solidarité, de la qualité de la vie, de l'environnement, de l'allongement de la vie, des savoirs et savoir-faire, etc.

Face à cette suprématie du PIB, de nombreux indicateurs ont été proposés, visant à mesurer un « progrès » de l'humanité :

- **l'indicateur de développement humain (IDH)**, défini par le programme des Nations Unies pour le développement ;
- **l'indice de pauvreté humaine (IPH)** ;
- **PIB vert et indices de bien-être économique durable (IBED)**;
- le **Genuine Progress Indicator** qui corrige le PIB des pertes dues à la pollution et à la dégradation de l'environnement.

(Voir définitions en annexe à la fin du document)

Ces indicateurs ne sont pratiquement jamais utilisés par les média et le monde politique. Il serait de notre devoir de FcMc de les étudier, les commenter et les promouvoir comme levier d'une action future visant au progrès de l'humanité. L'augmentation de la richesse financière ne serait qu'un aspect parmi d'autres.

Il faut également que des investissements significatifs soient consentis à la recherche afin de développer des sources d'énergie renouvelables et écologiques, tout en garantissant des droits inaliénables à chaque individu à disposer du minimum d'énergie nécessaire à sa subsistance.

Enfin il convient d'explorer de nouvelles pistes économiques comme la reprise d'économie de troc dans le cadre des S.E.L. (Systèmes d'Echange Local, ou Services d'Echange Local qui sont des groupes de personnes qui pratiquent l'échange multilatéral de biens, de services, et de savoirs), le retour sur des circuits économiques courts, le travail accru avec le monde associatif. C'est aussi redéfinir le rôle des Etats garants des services publics et de la gestion des ressources naturelles inaliénables.

Ces idées rejoignent le projet humain que nous souhaitons porter. Nous n'aurons pas trop des efforts de chacun, quelles que soient sa place et sa responsabilité dans la société pour tenter de construire un monde plus respectueux de l'Être humain et de la planète.

Il faut en somme moraliser l'économie, en créant la solidarité et la fraternité.

Annexe : Les indicateurs synthétiques pour mesurer le Progrès des Sociétés

1. Les indicateurs synthétiques du PNUD

Le PNUD publie depuis 1990 un "rapport annuel sur le développement humain dans le monde", où figure le célèbre et pourtant rudimentaire IDH, Indice de Développement Humain. Cet indicateur est tout simplement la moyenne de trois indicateurs permettant chacun de classer les pays sur une échelle de 0 à 1 : le PIB par habitant (exprimé en parités de pouvoir d'achat), l'espérance de vie à la naissance, et le niveau d'instruction (mesuré par un indicateur alliant pour deux tiers le taux d'alphabétisation des adultes et pour un tiers le taux de scolarisation). Le PNUD a, par la suite, publié annuellement d'autres indicateurs synthétiques, dont l'IPF, Indicateur de Participation des Femmes à la vie économique et politique, et l'IPH, Indicateur de Pauvreté Humaine. Pour les pays développés, ce dernier tient compte de quatre critères auxquels il accorde le même poids : probabilité de décéder avant 60 ans, illettrisme, % de personnes en deçà du seuil de pauvreté, % de chômeurs de longue durée.

2. **L'indicateur de bien-être économique et social** de Lars Osberg et Andrew Sharpe consiste en une moyenne pondérée de quatre indicateurs synthétiques portant sur les flux de consommation, les richesses (économique, humaine et environnementale), les inégalités et l'insécurité économique.

3. **L'indice de bien-être humain** (*human well-being index*, HWI) proposé par l'économiste Robert Prescott-Allen, est composé d'indicateurs relatifs à la santé et à la vie familiale (stabilité de la famille), au revenu et au degré de satisfaction des besoins de base, à l'économie, au niveau d'éducation et aux moyens de communication, aux droits politiques et civiques, à l'état de paix ou de conflit armé, à la criminalité et à l'égalité.

4. Le **Genuine Progress indicator** (GPI, ou Indicateur de Progrès réel, véritable ou authentique) est un outil développé par l'agence californienne *Redefining Progress*. Il reprend les bases de calcul du PIB en y rajoutant la valeur du travail bénévole et des tâches ménagères. En sont par contre retranchés les coûts liés à l'insécurité, aux « réparations » (suite à des accidents ou des vols, par exemple), aux pollutions, à l'épuisement des ressources ou encore à l'éclatement des cellules familiales. Le degré d'inégalité de répartition des richesses et le niveau d'endettement de l'Etat sont également pris en compte.